

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

PROJET D'ARRÊTÉ ROYAL PORTANT APPROBATION DU RÈGLEMENT RELATIF À L'OCTROI DE DISTINCTIONS HONORIFIQUES DANS LES ORDRES NATIONAUX AUX PRÉSIDENTS, JUGES, RÉFÉRENDAIRES, GREFFIERS ET AUX MEMBRES DU PERSONNEL DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE

ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT TOT GOEDKEURING VAN HET RÈGLEMENT BETREFFENDE DE TOEKENNING VAN EERVOLLE ONDERSCHIEDINGEN IN DE NATIONALE ORDEN AAN DE VOORZITTERS, RECHTERS, REFERENDARISSEN, GRIFFIERS EN AAN DE PERSONEELSLEDEN VAN HET GRONDWETTELIJK HOF

PHILIPPE, Roi des Belges,

FILIP, Koning der Belgen,

A tous, présents et à venir,
Salut.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
Onze Groet.

Vu la loi du 1^{er} mai 2006 relative à l'octroi de distinctions honorifiques dans les Ordres nationaux, l'article 3;

Gelet op de wet van 1 mei 2006 betreffende de toekenning van eervolle onderscheidingen in de Nationale Orden, artikel 3;

Vu l'arrêté royal du 13 octobre 2006 fixant les règles et la procédure d'octroi de distinctions honorifiques dans les Ordres nationaux, l'article 2 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 oktober 2006 tot vaststelling van de regels en de procedure tot toekenning van eervolle onderscheidingen in de Nationale Orden, artikel 2;

Vu la demande du Premier Ministre ;

Gelet op de aanvraag van de Eerste Minister;

Vu l'avis du Conseil d'État, donné le , en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op , met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères,

Op de voordracht van de Minister van Buitenlandse Zaken,

Nous avons arrêté et arrêtons :

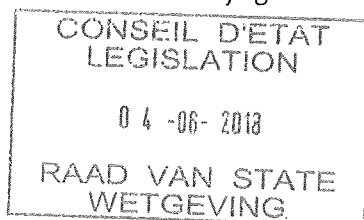
Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

Article 1^{er}. - Le règlement relatif à l'octroi de distinctions honorifiques dans les Ordres nationaux, aux présidents, juges, référendaires, greffiers de la Cour Constitutionnelle constituant l'annexe A du présent arrêté, est approuvé.

Artikel 1. - Het reglement betreffende de toekenning van eervolle onderscheidingen in de Nationale Orden aan de voorzitters, rechters, referendarissen, griffiers van het Grondwettelijk Hof dat bijlage A van dit besluit vormt, wordt goedgekeurd.

Art.2. - Le règlement relatif à l'octroi de distinctions honorifiques dans les Ordres nationaux, aux membres du personnel de la Cour Constitutionnelle constituant l'annexe B du présent arrêté, est approuvé.

Art.2. - Het reglement betreffende de toekenning van eervolle onderscheidingen in de Nationale Orden aan de personeelsleden van het Grondwettelijk Hof dat bijlage B van dit besluit vormt, wordt goedgekeurd.



Art.3. - Le présent arrêté produit ses effets à partir du mouvement du 8 avril 2015

Art. 4. - Le ministre qui a les Affaires étrangères dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à

Le Vice-Premier Ministre et Ministre
des Affaires étrangères et européennes,

Art.3. - Dit besluit heeft uitwerking vanaf de beweging van 8 april 2015.

Art.4. - De minister bevoegd voor Buitenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

De Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse
Zaken en Europese Zaken,



Didier REYNDERS

Annexe A à l'arrêté du portant approbation du règlement relatif à l'octroi de distinctions honorifiques dans les Ordres nationaux aux présidents, juges, référendaires, greffiers et aux membres du personnel de la Cour constitutionnelle

Règlement relatif à l'octroi de distinctions honorifiques dans les Ordres nationaux aux présidents, juges, référendaires et greffiers de la Cour constitutionnelle

1. Le présent règlement est applicable aux présidents, juges, référendaires et greffiers de la Cour constitutionnelle.

Les décorations attribuées et les conditions de délai principales sont indiquées dans les tableaux annexés au présent règlement.

2. Tout octroi soumis à un délai a lieu lors du mouvement qui précède le moment auquel la personne concernée remplirait les conditions pour être décorée.
3. Les présidents, juges, référendaires et greffiers de la Cour constitutionnelle ne peuvent être décorés dans les Ordres nationaux à un autre titre.

Exception n'est faite qu'en ce qui regarde :

- 1° les décorations pour faits de guerre;
- 2° les officiers de réserve, lesquels ont la faculté de choisir entre le règlement administratif et le règlement militaire ; ce choix vaut obligatoirement pour toute la durée de l'inscription de l'intéressé dans le cadre de réserve de l'Armée.

4. Personne ne peut être décoré lorsqu'il est mis fin à sa fonction en application des articles 49 et 50, § 1^{er}, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle.
5. Les années indiquées dans les tableaux en annexe concernent des délais pendant lesquels la fonction a été exercée de manière ininterrompue.

Le délai de 6 ou 8 ans nécessaire pour l'obtention des décorations en qualité de juge, référendaire ou greffier, peut être ramené à 3 ans pour les juges, référendaires et greffiers qui sont mis à la retraite s'ils ont rempli des fonctions de juge, référendaire ou greffier à la Cour constitutionnelle pendant 25 ans au moins.

Pour le calcul de ces 25 années sont également prises en considération :

- a) Pour les juges : les périodes d'exercice des fonctions et mandats visés à l'article 34, § 1^{er}, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle;
- b) Pour les greffiers : les périodes d'exercice des fonctions visées à l'article 41 de la même loi spéciale.

Les juges, référendaires et greffiers qui, lors de leur mise à la retraite ne comptent pas le nombre d'années requis pour pouvoir recevoir la décoration prévue par leur tableau, peuvent recevoir une décoration inférieure d'un degré, dans la hiérarchie combinée des trois Ordres, pour autant que deux ans au moins se soient écoulés depuis l'octroi de la décoration précédente.

6. Les présidents, juges, référendaires et greffiers qui ont reçu, pour faits de guerre, une décoration qui peut leur être octroyée en vertu du présent règlement, peuvent obtenir la distinction du degré immédiatement supérieur dans la hiérarchie combinée des trois Ordres.

Tableau relatif à l'octroi de distinctions honorifiques dans les Ordres nationaux aux présidents de la Cour constitutionnelle

	A l'entrée en fonction (1 ^{er} jour du mandat)	Au départ à la retraite, pour autant que l'intéressé ait été président en exercice de la Cour pendant 2 ans au moins
Président	Grand-Croix de l'Ordre de la Couronne	Grand Cordon de l'Ordre de Léopold

Tableau relatif à l'octroi de distinctions honorifiques dans les Ordres nationaux aux juges à la Cour constitutionnelle

	Après 2 ans de fonction	6 ans après l'octroi de la distinction précédente	8 ans après l'octroi de la distinction précédente
Juge	Commandeur de l'Ordre de Léopold	Grand Officier de l'Ordre de la Couronne	Grand-Croix de l'Ordre de Léopold II

- (1) Le juge qui, à sa nomination à la Cour, est déjà titulaire de la distinction de Commandeur de l'Ordre de Léopold, peut recevoir celle de Grand Officier de l'Ordre de Léopold II après 2 ans de fonction.
- (2) Le juge qui, à sa nomination à la Cour, est déjà titulaire de la distinction de Grand Officier de l'Ordre de Léopold II, peut recevoir celle de Grand Officier de l'Ordre de la Couronne après 4 ans de fonction.
- (3) Le juge qui, à sa nomination à la Cour, est déjà titulaire de la distinction de Grand Officier de l'Ordre de la Couronne ou de l'Ordre de Léopold, peut recevoir la Grand-Croix de l'Ordre de Léopold II après 6 ans de fonction.

Tableau relatif à l'octroi de distinctions honorifiques dans les Ordres nationaux aux référendaires et aux greffiers de la Cour constitutionnelle

	Après 4 ans de fonction et avoir 40 ans au moins	8 ans après l'octroi de la distinction précédente	8 ans après l'octroi de la distinction précédente
Référendaire Greffier	Commandeur de l'Ordre de la Couronne	Grand Officier de l'Ordre de Léopold II	Grand Officier de l'Ordre de Léopold

- (1) Le référendaire ou greffier qui, à sa nomination à la Cour, est déjà titulaire de la distinction de Commandeur de l'Ordre de la Couronne, peut recevoir celle de Commandeur de l'Ordre de Léopold après 4 ans de fonction.
- (2) Le référendaire ou greffier qui, à sa nomination à la Cour, est déjà titulaire de la distinction de Commandeur de l'Ordre de Léopold, peut recevoir celle de Grand Officier de l'Ordre de Léopold II après 6 ans de fonction.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du portant approbation du règlement relatif
à l'octroi de distinctions honorifiques dans les Ordres nationaux aux présidents, juges, référendaires, greffiers et aux
membres du personnel de la Cour constitutionnelle.

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires étrangères,

Didier REYNERS

Bijlage A bij het koninklijk besluit van tot goedkeuring van het reglement betreffende de toekenning van eervolle onderscheidingen in de Nationale Orden aan de voorzitters, rechters, referendarissen, griffiers en aan de leden van het personeel van het Grondwettelijk Hof

Reglement betreffende de toekenning van eervolle onderscheidingen in de Nationale Orden aan de voorzitters, rechters, referendarissen en griffiers van het Grondwettelijk Hof.

1. Het onderhavig reglement is van toepassing op de voorzitters, rechters, referendarissen en griffiers van het Grondwettelijk Hof.

De toegekende onderscheidingen en de voornaamste termijnvoorwaarden worden aangegeven in de bij dit reglement gevoegde tabellen.

2. Elke toekenning die onderworpen is aan een termijn, vindt plaats bij de beweging die het ogenblik voorafgaat waarop de betrokken persoon werkelijk aan de voorwaarden zou voldoen om gedecoreerd te worden.
3. Aan de voorzitters, rechters, referendarissen en griffiers van het Grondwettelijk Hof mogen in geen andere hoedanigheid eretekens in de Nationale Orden toegekend worden.

Er wordt enkel een uitzondering gemaakt wat betreft:

- 1° de eretekens wegens oorlogsfeiten;
- 2° de reserveofficieren, die mogen kiezen tussen het administratief reglement en het militair reglement; deze keuze is bindend voor heel de duur van de inschrijving van de betrokkenen in het reservekader van het Leger;

4. Niemand mag worden gedecoreerd wanneer aan zijn functie een einde wordt gesteld in toepassing van artikelen 49 en 50, §1, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof.
5. De in bijgevoegde tabellen vermelde jaren betreffen termijnen tijdens welke de functie ononderbroken werd uitgeoefend.

De benodigde termijn van 6 of 8 jaar om de eretekens als rechter, referendaris of griffier te bekomen, kan worden teruggebracht tot 3 jaar voor de rechters, referendarissen en griffiers bij hen opruststelling, op voorwaarde dat zij gedurende ten minste 25 jaar de functie van rechter, referendaris of griffier bij het Grondwettelijk Hof hebben uitgeoefend.

Voor de berekening van deze 25 jaar worden eveneens in aanmerking genomen:

- a) Voor de rechters: de periodes van uitoefening van de in artikel 34, §1, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof bedoelde functies en mandaten;
- b) Voor de griffiers: de periodes van uitoefening van de in artikel 41 van dezelfde bijzondere wet bedoelde functies.

De rechters, referendarissen en griffiers die bij hun opruststelling niet voldoende dienstjaren hebben bereikt om aanspraak te maken op het in hun tabel vermelde ereteken, kunnen het onmiddellijk lagere ereteken in de gecombineerde hiërarchie van de drie Orden ontvangen voor zover er tenminste twee jaar verstreken is sinds het vorige ereteken.

6. De voorzitters, rechters, referendarissen en griffiers die voor oorlogsfeiten een ereteken hebben ontvangen dat hun kan worden toegekend krachtens onderhavig reglement, kunnen het onmiddellijk hogere ereteken in de gecombineerde hiërarchie van de drie Orden ontvangen.

Tabel betreffende de toekenning van eervolle onderscheidingen in de Nationale Orden aan de voorzitters van het Grondwettelijk Hof

	Bij de benoeming tot voorzitter	Bij oppensioenstelling, voor zover de betrokkene voorzitter van het Hof is geweest gedurende ten minste twee jaar
Voorzitter	Grootkruis in de Kroonorde	Grootlint in de Leopoldsorde

Tabel betreffende de toekenning van eervolle onderscheidingen in de Nationale Orden aan de rechters van het Grondwettelijk Hof

	Na 2 jaar ambtsuitoefening	6 jaar na het de toekenning van het vorige ereteken	8 jaar na het de toekenning van het vorige ereteken
Rechter	Commandeur in de Leopoldsorde	Grootofficier in de Kroonorde	Grootkruis in de Orde van Leopold II

- (1) De rechter die bij zijn benoeming in het Hof reeds houder is van het ereteken van Commandeur in de Leopoldsorde kan aanspraak maken op het ereteken van Grootofficier in de Orde van Leopold II na 2 jaar ambtsuitoefening
- (2) De rechter die bij zijn benoeming in het Hof reeds houder is van het ereteken van Grootofficier in de Orde van Leopold II kan aanspraak maken op het ereteken van Grootofficier in de Kroonorde na 4 jaar ambtsuitoefening
- (3) De rechter die bij zijn benoeming in het Hof reeds houder is van het ereteken van Grootofficier in de Kroonorde of in de Leopoldsorde kan aanspraak maken op het Grootkruis in de Orde van Leopold II na 6 jaar ambtsuitoefening

Tabel betreffende de toekenning van eervolle onderscheidingen in de Nationale Orden aan de referendarissen en de griffiers van het Grondwettelijk Hof

	Na 4 jaar ambtsuitoefening en minstens 40 jaar oud zijn	8 jaar na het de toekenning van het vorige ereteken	8 jaar na het de toekenning van het vorige ereteken
Referendaris Griffier	Commandeur in de Kroonorde	Grootofficier in de Orde van Leopold II	Grootofficier in de Leopoldsorde

- (1) De referendaris of griffier die bij zijn benoeming bij het Hof reeds houder is van de onderscheiding Commandeur in de Kroonorde, kan die van Commandeur in de Leopoldsorde ontvangen na vier jaar in functie.
- (2) De referendaris of griffier die bij zijn benoeming bij het Hof reeds houder is van de onderscheiding Commandeur in de Leopoldsorde, kan die van Grootofficier in de Orde van Leopold II ontvangen na zes jaar in functie.

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van tot goedkeuring van het reglement
betreffende de toekenning van eervolle onderscheidingen in de Nationale Orden aan de voorzitters, rechters,
referendarissen, griffiers en aan de leden van het personeel van het Grondwettelijk Hof

Van Koningswege:
De Minister van Buitenlandse Zaken,

}

Didier REYNDERS

Annexe B à l'arrêté du portant approbation du règlement relatif à l'octroi de distinctions honorifiques
dans les Ordres nationaux aux présidents, juges, référendaires, greffiers et aux membres du personnel de la Cour constitutionnelle

Règlement relatif à l'octroi de distinctions honorifiques dans les Ordres nationaux aux membres du personnel de la Cour constitutionnelle

1. Le présent règlement s'applique aux membres du personnel de la Cour constitutionnelle.
2. Dans le présent règlement, l'âge minimum d'admission dans les Ordres nationaux est fixé à 40 ans.
3. Un intervalle de 10 ans entre deux octrois dans les Ordres nationaux en faveur de la même personne est requis, sauf s'il s'agit de décorations décernées pour faits de guerre.

Ce délai peut, le cas échéant, être réduit, sans toutefois être inférieur à 5 ans, lorsque la distinction précédente a été octroyée postérieurement à l'âge minimal prévu par la classe d'âge.

4. Dans chaque classe d'âge, de 40 à 50 ans, de 50 à 60 ans, et de 60 ans à l'âge légal de la pension, nul ne peut être décoré plus d'une fois, sans préjudice de l'exception prévue au premier alinéa de l'article précédent.
5. Pour les membres du personnel titulaires du grade de secrétaire principal et ceux du niveau A ou du niveau B, 10 ans d'ancienneté de service et un exercice de 2 années au moins de la fonction sont requis pour permettre l'octroi de la distinction prévue. En outre, pour les membres du personnel du niveau A, à l'exception de ceux qui sont titulaires du grade de conseiller et ne bénéficient pas de l'application du second alinéa de l'article 7, l'octroi de la dernière distinction prévue par le tableau est subordonné à une ancienneté de niveau de 25 ans. Dans le cas où cette ancienneté n'est pas atteinte, une distinction immédiatement inférieure d'un degré dans la hiérarchie combinée des trois Ordres pourra être octroyée.
6. Pour les membres du personnel titulaires du grade de premier secrétaire, secrétaire et secrétaire adjoint et ceux du niveau D, l'accomplissement d'une carrière de 20 années au moins dans l'Administration est requis pour permettre le premier octroi.
7. Il n'est pas tenu compte, pour l'application de la présente assimilation, d'un exercice temporaire de fonctions supérieures à celles de la position hiérarchique effective, sans préjudice de l'alinéa suivant.

La distinction prévue entre 60 ans et l'âge légal de la pension pour les membres du personnel titulaires du grade de premier conseiller peut également être octroyée aux membres du personnel titulaires du grade de conseiller qui exercent, depuis deux ans au moins, des fonctions de chef de service ou de réviseur adjoint, ainsi que ceux qui sont déjà titulaires du grade de conseiller l'année de la publication du présent règlement au Moniteur belge.

8. Les membres du personnel de la Cour constitutionnelle ne peuvent être décorés dans les Ordres nationaux à un autre titre.

Exception n'est faite qu'en ce qui regarde :

- 1° les décorations pour faits de guerre;
- 2° les officiers de réserve, lesquels ont la faculté de choisir entre le règlement administratif et le règlement militaire; ce choix vaut obligatoirement pour toute la durée de l'inscription des intéressés dans le cadre de réserve de l'Armée.

9. L'octroi de distinctions honorifiques dans les Ordres nationaux relève de la compétence du Premier ministre.

Il n'est fait exception à cette règle que dans le cas d'une éventuelle présence de l'intéressé dans les rangs de l'Armée, en temps de guerre.

10. Les membres du personnel non statutaire ne sont pas décorés. Après nomination, le temps passé comme tel leur est néanmoins compté comme accompli dans une situation définitive.

11. Le temps passé sous les drapeaux durant la carrière administrative n'est pas déduit de celle-ci.

12. En application de l'article 7, § 1^{er}, de la loi du 1^{er} mai 2006 relative à l'octroi de distinctions honorifiques dans les Ordres nationaux, si quelqu'un possède au moins la décoration prévue pour sa situation, il n'est pas décoré.

Exception à cette règle n'est faite qu'à propos des décorations possédées pour faits de guerre; en ce cas, la personne intéressée peut recevoir, dans la hiérarchie combinée des trois Ordres, la distinction immédiatement supérieure à celle qui lui a été conférée à ce titre. Toute éventualité étrangère à ce cas entraîne l'application de l'article 18 du présent règlement.

13. Nul ne peut être décoré s'il a obtenu une évaluation négative. Dans ce cas, la distinction est octroyée lors du mouvement suivant immédiatement une évaluation dont la mention n'est pas négative.

14. Tout octroi a lieu dans le mouvement qui précède le moment où la personne intéressée serait exactement en condition d'être décorée.

15. Aucun délai n'est imposé entre un octroi dans les Ordres nationaux et l'attribution d'une distinction d'une autre nature.

16. a) Les anciennetés de service et de niveau sont calculées suivant les principes du statut des membres du personnel des services de la Cour constitutionnelle.

b) Les périodes d'absence assimilées à la position administrative de non-activité n'entrent pas en ligne de compte pour l'octroi d'une distinction.

17. Peines disciplinaires.

Des retards de la durée ci-dessous indiquée, sont entraînés par les décisions, désignées ci-après, prises à l'égard des membres du personnel des services de la Cour constitutionnelle :

- avertissement	:	6 mois
- réprimande	:	9 mois
- retenue de traitement	:	12 mois
- suspension	:	24 mois

Ces délais prennent cours à la date à laquelle la peine a été prononcée. Dans ces cas, l'octroi d'une distinction a lieu lors du mouvement qui suit immédiatement le délai précité.

18. Toute dérogation au présent règlement fait l'objet de la procédure prévue aux articles 6 et 13 de la loi du 1^{er} mai 2006 relative à l'octroi de distinctions honorifiques dans les Ordres nationaux.

Tableau relatif à l'octroi de distinctions honorifiques dans les Ordres nationaux aux membres du personnel de la Cour constitutionnelle

Niveau	Grade Cour constitutionnelle	40 à 50 ans	50 à 60 ans	60 ans à l'âge légal de la pension
A	Premier conseiller	Officier de l'Ordre de la Couronne	Commandeur de l'Ordre de Léopold II	Commandeur de l'Ordre de Léopold
	Conseiller	Officier de l'Ordre de la Couronne	Commandeur de l'Ordre de Léopold II	Commandeur de l'Ordre de la Couronne
	Premier attaché Attaché	Chevalier de l'Ordre de Léopold	Officier de l'Ordre de la Couronne	Commandeur de l'Ordre de Léopold II
B	Expert principal	Chevalier de l'Ordre de la Couronne	Chevalier de l'Ordre de Léopold	Officier de l'Ordre de Léopold II
	Premier expert Expert Expert adjoint	Chevalier de l'Ordre de Léopold II	Chevalier de l'Ordre de la Couronne	Chevalier de l'Ordre de Léopold
	Secrétaire principal	Chevalier de l'Ordre de Léopold II	Chevalier de l'Ordre de la Couronne	Chevalier de l'Ordre de Léopold
C	Premier secrétaire Secrétaire Secrétaire adjoint	-	Chevalier de l'Ordre de Léopold II	Chevalier de l'Ordre de la Couronne
	Collaborateur principal	-	Chevalier de l'Ordre de Léopold II	Chevalier de l'Ordre de la Couronne
D	Premier collaborateur Collaborateur Collaborateur adjoint	-	Palmes d'or de l'Ordre de la Couronne	Chevalier de l'Ordre de Léopold II

Vu pour être annexé à Notre arrêté du portant approbation du règlement relatif à l'octroi de distinctions honorifiques dans les Ordres nationaux aux présidents, juges, référendaires, greffiers et aux membres du personnel de la Cour constitutionnelle.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,

18

Didier REYNERS

Bijlage B bij het koninklijk besluit van _____ tot goedkeuring van het reglement betreffende de toekenning van eervolle onderscheidingen in de Nationale Orden aan de voorzitters, rechters, referendarissen, griffiers en aan de leden van het personeel van het Grondwettelijk Hof

Reglement betreffende de toekenning van eervolle onderscheidingen in de Nationale Orden aan de leden van het personeel van het Grondwettelijk Hof.

1. Het onderhavig reglement is van toepassing aan de leden van het personeel van het Grondwettelijk Hof.
2. In onderhavig reglement wordt de minimumleeftijd voor de opname in de Nationale Orden vastgesteld op 40 jaar.
3. Een tijdspanne van 10 jaar geldt tussen twee onderscheidingen in de Nationale Orden ten gunste van eenzelfde persoon, behalve wanneer het gaat om eretekens die toegekend worden voor oorlogsfeiten.

Deze termijn kan zo nodig ingekort worden, zonder evenwel te kunnen worden teruggebracht tot minder dan 5 jaar, wanneer de vorige onderscheiding later toegekend werd dan op de minimumleeftijd die in die leeftijdsklasse voorzien is.

4. In elke leeftijdsklasse, van 40 tot 50, van 50 tot 60 en van 60 tot 65 jaar, mag niemand meer dan eenmaal onderscheiden worden, onverminderd de uitzondering die in het eerste lid van het voorgaande artikel voorzien is.
5. De ambtenaren met de graad van eerstaanwezend secretaris of van niveau A of niveau B, moeten beschikken over 10 jaar dienstanciënniteit en gedurende minstens 2 jaar hun functie uitgeoefend hebben om aanspraak te kunnen maken op de voorziene onderscheiding. Bovendien is voor het toekennen van de laatste in de tabel voorkomende onderscheiding aan de personeelsleden van niveau A, een niveauanciënniteit van 25 jaar vereist. Wanneer die anciënniteit niet zou bereikt zijn, kan een lagere onderscheiding van een graad in de gezamenlijke rangorde van de Orden toegekend worden.
6. De ambtenaren met de graad van eerste secretaris, secretaris en adjunct-secretaris en van niveau D, moeten een administratieve loopbaan van minstens 20 jaar doorlopen hebben om aanspraak te kunnen maken op de eerste onderscheiding.
7. Er wordt voor de toepassing van de onderhavige gelijkstelling, geen rekening gehouden met de tijdelijke waarneming van functies die tot een hoger hiërarchische rang behoren dan de rang van het werkelijk beklede ambt.

De onderscheiding voorzien tussen de leeftijd van 60 jaar en de wettelijke pensioenleeftijd voor personeelsleden die houder zijn van de graad van eerste adviseur kan ook worden toegekend aan de personeelsleden die houder zijn van de graad van adviseur en die sinds ten minste twee jaar de functie van diensthoofd of adjunct-revisor uitoefenen, alsook aan hen die al houder zijn van de graad van adviseur in het jaar van de bekendmaking van dit reglement in het Belgische Staatsblad.

8. De leden van het personeel van het Grondwettelijk Hof mogen in geen andere hoedanigheid eretekens in de Nationale Orden toegekend worden.

Er wordt enkel uitzondering gemaakt wat betreft:

- 1° de eretekens wegens oorlogsfeiten;
- 2° reserveofficieren, die mogen kiezen tussen het administratief reglement en het militair reglement; deze keuze is bindend voor de hele duur van de inschrijving van de betrokkenen in het reservekader van het Leger.

9. De toekenning van eervolle onderscheidingen in de Nationale Orden valt onder de bevoegdheid van de Eerste Minister.

Van deze regel wordt slechts afgeweken ingeval een belanghebbende zich, in oorlogstijd, eventueel bij het Leger bevindt.

10. Niet-statutaire ambtenaren worden niet onderscheiden. Nadat zij benoemd zijn, wordt echter de tijd die zij aldus hebben doorgebracht, aangerekend als tijd doorgebracht in een definitieve betrekking.
11. De tijd die gedurende de administratieve loopbaan onder de wapens wordt doorgebracht, wordt er niet van afgetrokken.
12. Indien iemand in toepassing van artikel 7, §1, van de wet van 1 mei 2006 betreffende de toekenning van eervolle onderscheidingen in de Nationale Orden ten minste het ereteken bezit dat voor zijn toestand is voorzien, wordt hem geen ereteken toegekend.

Van deze regel wordt slechts afgeweken indien het gaat om eretekens verworven voor oorlogsfeiten. In dit geval mag de betrokken persoon de onderscheiding ontvangen die, in de gezamenlijke rangorde van de Orden, onmiddellijk hoger is dan die welke hem (haar) werd toegekend. Iedere eventualiteit buiten dit geval geeft aanleiding tot toepassing van punt 18 van de onderhavig reglement.

13. Niemand mag worden gedecoreerd indien hij een negatieve vermelding heeft gekregen. In dat geval gebeurt de toekenning van een onderscheiding tijdens de eerstvolgende beweging na een evaluatie waarvan de vermelding niet negatief is.
14. Elke toekenning vindt plaats bij de beweging die het ogenblik voorafgaat waarop de betrokken persoon werkelijk aan de voorwaarden zou voldoen om gedecoreerd te worden.
15. Geen enkele termijn is vereist tussen de toekenning van een onderscheiding in de Nationale Orden en de toekenning van een ereteken van een andere aard.
16. a) Dienst- en niveauanciënniteit worden berekend volgens de principes van het personeelsstatuut van het administratief personeel van het Grondwettelijk Hof.
- b) Afwezigheidsperioden die gelijkgesteld worden met de administratieve stand non-activiteit komen niet in aanmerking voor de toekenning van een onderscheiding.
17. Tuchtstraffen.

Vertragingen van de hieronder aangeduide duur volgen uit de navolgende beslissingen die worden genomen jegens de personeelsleden van de diensten van het Grondwettelijk Hof:

- waarschuwing:	6 maanden
- berisping:	9 maanden
- inhouding van wedde:	12 maanden
- schorsing:	24 maanden

Deze termijnen nemen een aanvang op de dag dat de straf uitgesproken wordt. In die gevallen gebeurt de toekenning van een onderscheiding tijdens de eerstvolgende beweging na de bovenvermelde termijn.

18. Elke afwijking van deze gelijkstelling dient het voorwerp uit te maken van de procedure voorzien in artikelen 6 en 13 van de wet van 1 mei 2006 betreffende de toekenning van eervolle onderscheidingen in de Nationale Orden.

Tabel betreffende de toekenning van eervolle onderscheidingen in de Nationale Orden aan de leden van het personeel van het Grondwettelijk Hof

Niveau	Graad Grondwettelijk Hof	40 tot 50 jaar	50 tot 60 jaar	60 tot 65 jaar
A	Eerste adviseur	Officier in de Kroonorde	Commandeur in de Orde van Leopold II	Commandeur in de Leopoldsorde
	Adviseur	Officier in de Kroonorde	Commandeur in de Orde van Leopold II	Commandeur in de Kroonorde
	Eerste attaché Attaché	Ridder in de Leopoldsorde	Officier in de Kroonorde	Commandeur in de Orde van Leopold II
B	Eerstaanwend deskundige	Ridder in de Kroonorde	Ridder in de Leopoldsorde	Officier in de Orde van Leopold II
	Eerste deskundige Deskundige Adjunct-deskundige	Ridder in de Orde van Leopold II	Ridder in de Kroonorde	Ridder in de Leopoldsorde
C	Eerstaanwend secretaris	Ridder in de Orde van Leopold II	Ridder in de Kroonorde	Ridder in de Leopoldsorde
	Eerste secretaris Secretaris Adjunct-secretaris	-	Ridder in de Orde van Leopold II	Ridder in de Kroonorde
	Eerstaanwend medewerker	-	Ridder in de Orde van Leopold II	Ridder in de Kroonorde
D	Eerste medewerker Medewerker Adjunct-medewerker	-	Gouden Palmen in de Kroonorde	Ridder in de Orde van Leopold II

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van
onderscheidingen in de Nationale Orden aan de voorzitters, rechters, referendarissen, griffiers en aan de leden van het personeel van het Grondwettelijk Hof
tot goedkeuring van het reglement betreffende de toekenning van eervolle

Van Koningswege:
De Minister van Buitenlandse Zaken,

}

Didier REYNDERS